

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 15h, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier

Etaient excusés :

Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Xavier Fortinon, Charles Pelanne

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention avec la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros et la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne pour la création et l'entretien du sentier autour du réservoir de l'Arrêt-Darré

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré, situé dans le département des Hautes-Pyrénées sur les communes de Lespouey, Gonez, Lansac, Sinzos, Laslades, Bordes, Coussan, Lhez et Angos, exploité par un contrat de concession entre l'Institution Adour et la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (concession portant sur la réalimentation de l'Arros et de l'Estéous - Réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes, signée pour une durée de 30 ans le 16 mars 1993).

Le sentier périphérique du lac, très fréquenté, a fait l'objet d'aménagements anciens, qui ont été remis en état et adaptés par la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros en 2020-2021. La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros a sollicité l'autorisation de l'Institution Adour et de la CACG quant à l'entretien du sentier et de ses aménagements. Par ailleurs, la communauté de communes a demandé l'inscription de ce sentier au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

En vue de la réalisation et de l'entretien d'un itinéraire de randonnée, l'autorisation permettrait :

- de conserver l'itinéraire de randonnée faisant le tour du lac de l'Arrêt-Darré, en limite des berges de ce dernier, et traversant les parcelles propriétés de l'Institution Adour concédées à la CACG, et d'autoriser le passage du public sur ces propriétés privées. Le tracé est indiqué sur le plan annexé à la convention ;
- de procéder à des travaux d'entretien, d'aménagement et de balisage du sentier.

La convention aura donc pour objet :

- d'autoriser le passage aux randonneurs pédestres et aux vététistes à l'intérieur des propriétés de l'Institution Adour, sur le sentier existant. Cette autorisation de passage accordée à la communauté de communes n'est constitutive ni de droits ni de servitude ;
- de déterminer les modalités d'autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien. Cet entretien peut nécessiter le passage d'engins motorisés ;
- d'établir le régime de responsabilité applicable à un terrain ouvert au public.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



La convention concerne la ou les parcelles suivantes :

Commune	Référence cadastrale	Contenance de la parcelle
Angos	B23	27 a 13 ca
Bordes	A304	6 ha 37 a 57 ca
Coussan	AC25	3 a 70 ca
	AC151	7 a 47 ca
	AC220	7 a 82 ca
	AC221	22 a 03 ca
	AC228	6 ha 13 a 50 ca
Gonez	A365	10 ha 91 a 50 ca
Lansac	B167	38 ha 43 a
Laslades	A402	28 ha 48 a 78 ca
Lespouey	A445	4 a 66 ca
	A465	56 a 17 ca
	A476	18 a 20 ca
	A479	12 ha 9 a 53ca
Lhez	A419	35 a 90 ca
Sinzos	B633	17 ha 62 a 85 ca

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'accepter la mise à disposition à la communauté des communes des Coteaux du Val d'Arros des parcelles appartenant à l'Institution Adour ci-dessus référencées pour la création et l'entretien du sentier, à compter de la date de signature et jusqu'à l'expiration du contrat de concession avec la CACG en 2023, selon les modalités de la convention telle qu'annexée à la présente,
- D'autoriser le président à signer la convention avec la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros et la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



CONVENTION AUTORISANT LE PASSAGE SUR L'EMPRISE DU SENTIER DU LAC DE L'ARRET DARRÉ

ENTRE les parties désignées ci-après et soussignées :

De première part,

La Communauté de Communes des Coteaux du Val d'Arros

15 place d'Astarac - Maison du canton - 65190 Tournay

Représentée par son Président Cédric ABADIA dûment habilité par délibération n°064-2021 du Conseil Communautaire en date du 8 juillet 2021.

De deuxième part,

L'Institution Adour

Adresse : 38 rue Victor Hugo 40025 MONT DE MARSAN CEDEX

: Représentée par son Président M. Paul CARRERE dûment habilité par délibération du Comité syndical en date du 29 septembre 2021.

De troisième part,

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) concessionnaire de l'ouvrage par contrat de concession en date du 16 mars 1993

Adresse : Chemin de Lalette CS50449 65004 TARBES CEDEX

Régulièrement représentée par M. Pierre WEISS Directeur de l'Exploitation, agissant aux présentes en vertu de la délégation de pouvoirs en date du 24 août 2021 de M. Willy Luis Directeur Général.

PREAMBULE :

- **Compétence de la communauté de communes en termes de sentiers de randonnées**
- **Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1992, communes d'Angos, Bordes, Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez, Sinzos – Ruisseau de l'Arret-Darre – Règlement d'eau, construction et exploitation du barrage réservoir de l'Arret-Darre et de ses ouvrages annexes**
- **Vu l'arrêté interpréfectoral du 8 juillet 1996 portant règlement d'eau du barrage réservoir de l'Arret-Darre**
- **Considérant le contrat de concession entre l'Institution Interdépartementale pour l'Aménagement Hydraulique du Bassin de l'Adour (Institution Adour) et la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, portant sur la réalimentation de l'Arros et de l'Estéous – Réservoir de l'Arret-Darre et ouvrages annexes, signée pour une durée de 30 ans le 16 mars 1993**

Le Lac de l'Arrêt Darré est un site très fréquenté par les promeneurs qui sont nombreux à marcher sur le chemin faisant le tour du Lac. Ce chemin du Pourtour du Lac a fait l'objet d'aménagements qui sont anciens. La présente convention doit permettre d'entretenir ce sentier du pourtour du Lac. Par ailleurs, la Communauté de Communes a demandé l'inscription de ce sentier au PDIPR, Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées.

En vue de la réalisation et de l'entretien d'un itinéraire de randonnée, sur la totalité du Pourtour du Lac de l'Arrêt Darré, la Communauté de Communes Des Coteaux du Val d'Arros, compétente en matière de sentier de randonnées sollicite l'autorisation :

- De conserver l'itinéraire de randonnée faisant le tour du Lac de l'Arret Darré, en limite des berges de ce dernier, et traversant les parcelles propriétés de l'Institution Adour concédées à la CACG et d'autoriser le passage du public sur ces propriétés privées Le tracé est indiqué sur le plan annexé.
- De procéder à des travaux d'entretien, d'aménagement et de balisage du sentier.

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet :

- D'autoriser le passage aux randonneurs **pédestres et aux vététistes** à l'intérieur des propriétés de l'Institution Adour, sur le sentier existant. Cette autorisation de passage accordée à la communauté de communes n'est constitutive ni de droits ni de servitude.
- De déterminer les modalités d'autorisation de passage, d'aménagement et d'entretien. Cet entretien peut nécessiter le passage d'engins motorisés.
- D'établir le régime de responsabilité applicable à un terrain ouvert au public

ARTICLE 2 : BIENS CONCERNES

La présente convention concerne la propriété désignée par la ou les parcelles, se situant sur la commune ci-après :

Commune	Référence cadastrale	Contenance de la parcelle en m ²
Angos	B23	27a13ca
Bordes	A304	6ha37a57ca
Coussan	AC25	3a70ca
	AC151	7a47ca
	AC220	7a82ca
	AC221	22a03ca
	AC228	6ha13a50ca
Gonez	A365	10ha91a50ca
Lansac	B167	38ha43a
Laslades	A402	28ha48a78ca
Lespouey	A445	4a66ca
	A465	56a17ca
	A476	18a20ca
	A479	12ha9a53ca
Lhez Sinzos	A419	35a90ca
	B633	17ha62a85ca

La circulation des randonneurs se fera exclusivement sur le sentier, tel que défini sur le plan annexé. L'usage du sentier doit se faire dans le respect du règlement prévu ci-dessous (article 8).

ARTICLE 3 : DROIT DU PROPRIETAIRE

La présente convention n'apporte aucune restriction quant à l'exploitation des parcelles en dehors de l'assise du sentier.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE : INSTITUTION ADOUR et de la CACG

Le propriétaire s'engage à laisser la libre circulation des randonneurs pédestres et vététistes sur le chemin de randonnée traversant sa propriété. Il faut encadrer les pratiques autorisées et viser en fonction qui aura la charge de l'entretien et de la remise en état du site si dégradation. Dans tous les cas, la circulation sur la digue ne peut pas être autorisée aux VTT et chevaux.

Le passage est autorisé sur une bande d'une largeur de 10 mètres jouxtant le lac dans la limite des emprises foncières de l'Institution Adour.

Il autorise la communauté de communes à réaliser à ses frais les travaux nécessaires à l'établissement du chemin et à l'aménagement du site en vue de la fréquentation par le public. La CC informera le propriétaire et son concessionnaire avant leur réalisation de tous les aménagements qu'elle souhaite réaliser sur le site, pour accord préalable.



Cet aménagement recouvre les opérations suivantes conformément au profil annexé :

- pose de clôtures avec validation préalable de l'Institution Adour
- entretien du sentier et de ses abords
- réalisation de petits ouvrages pour conforter l'assise du chemin et faciliter le franchissement de certains obstacles (emmarchements, passerelles...)
- élagage et débroussaillage du chemin
- balisage et fléchage des sentiers
- installation de panneaux d'information du public.

ID : 040-254002264-20210929-CMF50_2021-DE

La communauté de communes pouvant faire appel à des prestataires extérieurs pour réaliser les travaux, le propriétaire s'engage à laisser le libre accès aux parcelles à ces prestataires.

Il autorise aussi la communauté de communes à publier le circuit dans les topoguides ou autres publications.

Dans le cas où le propriétaire ou son concessionnaire se verrait obligé de suspendre temporairement l'accès aux parcelles désignées ci-dessus, par exemple en raison de travaux d'entretien ou d'aménagement, il s'engage à en avvertir la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros en respectant un délai raisonnable de préavis attention en fonction de l'urgence de travaux ou de mesures de gestion, la délai d'information peut être très restreint, afin de permettre à cette dernière la mise en place d'une dérivation de nature à assurer la continuité de l'itinéraire de randonnée.

Dans le cas où le propriétaire viendrait à concéder l'une ou l'autre des parcelles désignées ci-dessus, il s'engage à prévenir le concessionnaire des engagements pris à l'égard de la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros dans le cadre de la présente convention. Cette dernière devra être annexée au contrat de concession.

ARTICLE 5 : DROIT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

En vertu de la présente convention et dans les conditions définies à l'article 1er, le sentier est ouvert aux piétons et aux vététistes, aux personnes chargées de l'entretien et aux véhicules d'entretien.

Tout autre mode de fréquentation est exclu.

Ce chemin pourra être balisé et figurer sur les topoguides et autres guides touristiques.

La communauté de communes pourra prendre une délibération favorable à l'inscription de ce chemin au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

ARTICLE 6. ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

La communauté de communes s'engage à :

- Réaliser les travaux et aménagements nécessaires afin de garantir la sécurité des usagers.
Les aménagements peuvent prévoir des dispositifs en bois facilitant le passage des randonneurs (passerelles...), ou améliorant la vue sur le Lac (Ponton en bois...), ou permettant de limiter l'érosion pluviale.
Les nouveaux aménagements réalisés par la communauté de communes devront au préalable avoir reçu la validation de l'Institution Adour et du concessionnaire afin de vérifier leur compatibilité avec l'affectation de l'ouvrage et l'absence de risque au titre de la sécurité, étant précisé que la digue de la retenue de l'Arrêt-Darré est un ouvrage de classe A au titre de la sécurité publique
- Réaliser l'entretien courant des sentiers (nettoyage, maintenance, élagage), de même que la propreté générale des lieux, pour qu'ils puissent être praticables toute l'année, sans dangers imprévisibles. Elle pourra déléguer les travaux d'aménagement et d'entretien à une personne publique ou privée de son choix. Ces opérations pourront se dérouler sous le contrôle du propriétaire.
- Prendre toutes les mesures liées à l'information et à la sécurité du public, sur ses droits et ses devoirs, et de protéger les propriétés des dommages pouvant être occasionnés par l'ouverture du chemin de randonnée la traversant, notamment en mettant en place une signalétique appropriée rappelant que le randonneur emprunte les chemins sous sa propre responsabilité et ne doit pas s'écarter des sentiers balisés.



La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros veillera, en tant que maire des communes sur lesquelles traverse le dit sentier, au respect du règlement d'usage.

ARTICLE 7. INFORMATION AUX BALISEURS

Il sera rappelé aux baliseurs que le sentier traverse un domaine privé appartenant à l'Institution Adour et que le balisage doit être aussi discret que possible.

ARTICLE 8. CONDITION DE LA FREQUENTATION DE LA PROMENADE

Le public peut utiliser les sentiers ouverts, à des fins de randonnée et de promenade, de découverte de la nature à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

Les promeneurs et les vététistes devront impérativement respecter les principes et règles suivants :

- ne pas s'écarter du chemin
- ne l'emprunter qu'à pied ou en VTT
- ne pas camper, fumer, ni faire de feu
- ne pas laisser divaguer les chiens
- ne pas déposer d'ordures ou tout autre objet indésirable

La communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros se chargera de porter cette réglementation à la connaissance du public.

Par ailleurs, le chemin balisé est interdit aux véhicules autres que ceux nécessaires aux travaux d'entretien.

ARTICLE 9. MODIFICATION ET RESILIATION

Les parties peuvent convenir d'une modification des dispositions pratiques de la présente convention par avenant signé entre la communauté de communes des Coteaux du val d'Arros et le propriétaire, désignés ci-dessus.

En cas de vente de la propriété ou de succession, le droit de passage pourra être maintenu, sous réserve de l'adhésion du nouvel acquéreur à la présente convention.

Si le nouvel acquéreur ne souhaite pas consentir un droit de passage afin de pérenniser l'itinéraire de randonnée, celui-ci doit dénoncer la présente convention.

Cette dénonciation prendra effet trois mois après sa notification par lettre recommandée avec accusé réception.

Le non-respect de l'une quelconque des clauses sus-énoncées entraînera la résiliation de plein droit du présent accord.

En cas de manquement d'une des parties à l'une de ses obligations contractuelles, la partie lésée pourra résilier la présente convention trois mois après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Si l'Institution Adour décidait de mettre fin à son autorisation de passage, celle-ci accepte de prévenir la communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros. Cette dénonciation prendra effet trois mois après sa notification par lettre recommandée avec accusé réception.

Cependant, en cas de **travaux d'urgence** liés à la sécurité publique de l'ouvrage et au maintien de la continuité de service public, le délai précité ne s'appliquera pas, l'Institution Adour ou son concessionnaire pourra suspendre **sans préavis** l'autorisation de passage jusqu'à la fin des travaux nécessaires au rétablissement de la sécurité de l'ouvrage.

ARTICLE 10. RESPONSABILITES

La responsabilité de la communauté de communes pourra être engagée pour des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement ou d'entretien ou de balisage ou ayant un impact sur les ouvrages hydrauliques de la digue menées sous sa responsabilité.

La communauté de communes est responsable civilement des dommages causés aux biens et aux personnes pouvant survenir sur le chemin du fait de l'ouverture au public.



La responsabilité civile du propriétaire et de son concessionnaire ne sera engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion de la circulation des piétons ou de la pratique de ses actes fautifs.

Les usagers supporteront les conséquences des dommages subis ou causés du fait de leur propre imprudence et notamment du fait de l'inadaptation de leur comportement à l'état naturel des lieux et aux dangers normalement prévisibles dans les milieux traversés.

Chacune des parties signataires déclare être assurée pour les risques et responsabilités encourus en application de la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE

L'autorisation de passage est accordée jusqu'au 15 mars 2023 date de la fin de la concession accordée par l'Institution Adour à la CACG.

Elle ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction mais pourra faire l'objet d'une nouvelle convention avec l'Institution Adour.

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties.

ARTICLE 12. REGLEMENTS DES LITIGES

En cas de désaccord pour l'application de la présente convention, les parties s'accordent pour solliciter un arbitrage amiable.

En cas d'échec, le Tribunal compétent sera saisi.

ANNEXES :

Annexe 1 : Plan du tracé de l'itinéraire de randonnée traversant les propriétés d'Institution Adour

Un exemplaire de la présente convention sera remis à chaque signataire.

Fait à Tournay,

Le

Signatures précédées de la mention « Lu et Approuvé »

M. Le Président

L'Institution Adour

M Cédric ABADIA

M. Le Président Paul CARRERE

Pour le Concessionnaire
M. Le Directeur de l'Exploitation

M. Pierre WEISS

